

Question d'Europe
n°323
1^{er} septembre 2014

Alternance à l'occasion des élections législatives du 14 septembre en Suède?

Corinne Deloy

Résumé :

2014 est une année électorale importante pour les Suédois. En effet, le 25 mai dernier, ils ont, comme l'ensemble des citoyens européens, élu leurs députés au Parlement européen ; le 14 septembre, ils renouvelleront les 349 membres du Riksdag (parlement) ainsi que l'ensemble de leurs représentants locaux (conseillers municipaux et conseillers de comtés). Les Suédois résidant à l'étranger sont autorisés à voter pour les élections législatives. En 2010, 1/4 s'étaient inscrits sur les listes électorales mais seulement un 1/5 s'étaient rendus aux urnes.

La modification de la loi électorale intervenue en novembre 2010 oblige désormais la personnalité désignée pour devenir Premier ministre à obtenir la confiance du Parlement et à former une majorité dans les 2 semaines qui suivent les élections. La loi a également abaissé le seuil électoral que les candidats indépendants doivent atteindre au sein des circonscriptions pour être élus (de 8 à 5%). De nombreux analystes estiment que cette modification devrait conduire à l'élection d'un plus grand nombre de députés indépendants.

Après 8 années au pouvoir, une première dans le royaume scandinave pour un gouvernement de droite, les partis de la coalition, Parti du rassemblement modéré (M), Parti du peuple-Les Libéraux (FpL) Parti du centre (C) et Parti chrétien-démocrate (KD), dirigée par le Premier ministre sortant Fredrik Reinfeldt (M) devraient, selon les enquêtes d'opinion, retrouver les bancs de l'opposition et laisser la place à une alliance de gauche conduite par les sociaux-démocrates emmenés par Stefan Löfven (SAP).

La droite est victime de l'usure du pouvoir et les Suédois manifestent un désir de changement. Si les sociaux-démocrates devraient s'imposer le 14 septembre, la question de leurs futurs partenaires de coalition reste entière. Leur programme diffère peu de la politique conduite par le gouvernement de Fredrik Reinfeldt ; le scrutin à venir portera donc davantage sur les personnalités des dirigeants, et donc des Premiers ministres potentiels, que sur un

véritable changement de politique ou de la façon de gouverner.

Les forces de gauche (Parti social-démocrate, Parti de l'environnement-Les Verts (MP) et Parti de la gauche (Vp)) sont en tête des enquêtes d'opinion depuis mars 2012. Elles ont remporté les élections européennes avec 46% des suffrages pour 36,1% aux partis de la coalition gouvernementale. Le Parti social-démocrate a recueilli 24,4% des suffrages et remporté 5 sièges. Les écologistes ont pris la 2e place avec 15,3% des voix (4 sièges) devant le Parti du rassemblement modéré (13,6%, 3 sièges). Les populistes des Démocrates suédois (DS) ont obtenu 9,7% (2 sièges). Le scrutin a mobilisé la moitié des Suédois (51,01% de participation).

Initiative féministe (FI), dirigée par l'ancienne présidente du Parti de la gauche (Vp) (1993-2003) Gudrun Schyman, a recueilli 5,3% des voix et remporté 1 siège. Après le scrutin européen, certaines enquêtes d'opinion ont vu le parti faire son entrée au Riksdag le 14 septembre mais les intentions de vote en sa faveur ont rapidement reculé. Le dernier sondage réalisé par l'institut Sifo et publié mi-août crédite FI de 2,6% des suffrages.

Le parti, positionné à gauche, se veut ouvert à une collaboration avec tous les partis. Le 14 juin, il a adopté une plateforme électorale demandant entre autres un accès plus aisé au logement, une politique

salariale plus égalitaire, une réduction du budget de la défense, une garantie de salaires pour les personnes malades ou sans emploi et l'établissement d'un permis de résidence pour les sans papiers

OU EN EST LE MODÈLE SUÉDOIS ?

Le modèle suédois est un capitalisme régulé au sein d'une société libérale : progrès social (politique sociale universaliste, fiscalité progressive, tradition de négociation salariale, investissement dans le bien-être des citoyens), pragmatisme et esprit réformateur. Les Suédois bénéficient d'un Etat-providence (Folkhemmet) généreux et vivent dans l'une des sociétés les plus égalitaires de la planète. « Les Suédois apprécient leur autonomie et possèdent un fort sens de l'égalité. Cette combinaison signifie qu'au lieu d'être dépendants de la famille ou de leurs amis, ils veulent que leur indépendance puisse être sauvegardée en laissant l'Etat leur prodiguer un filet de sécurité. Le prix à payer – et qu'ils sont d'accord pour payer – passe par les impôts » affirme Ulf Bjereld, professeur de l'université de Göteborg.

Le concept de Folkhemmet (littéralement, la maison du peuple) a été créé par les conservateurs dans une Suède rurale et communautaire. Le terme de peuple doit être compris comme une collectivité homogène qui partage une histoire et une culture similaires. Les sociaux-démocrates ont très tôt (et avec succès) utilisé ce concept pour imposer leur politique de réformes au point qu'au cours du temps, la social-démocratie n'est plus apparue comme une idéologie partisane mais est devenue comme une véritable partie de la culture nationale.

Le modèle suédois a montré sa forte capacité de résistance lors des dernières grandes crises économiques des années 1970, 1990 et de la fin des années 2000. Il connaît toutefois quelques difficultés. L'Organisation pour la coopération et le développement en Europe (OCDE) a ainsi révélé que la Suède était le pays développé dans lequel les inégalités avaient le plus augmenté au cours des 25 dernières années : le coefficient de Gini, qui mesure l'inégalité des revenus dans un pays, a crû de 25% en une génération.

La crise économique a rendu difficile l'intégration des nouveaux arrivants (réfugiés ou immigrés) dans un royaume qui a longtemps été très homogène. Les Démocrates suédois, parti populiste créé en 1988 et dirigé par Jimmie Akesson, n'ont pas hésité à se réapproprier le concept du Folkhemmet et à se poser en défenseurs de l'identité et du modèle suédois face à la mondialisation et au multiculturalisme.

La Suède possède une tradition d'accueil des réfugiés politiques qui date des années 1980 et 1990 mais l'immigration est un phénomène récent (Stockholm a néanmoins accueilli dans les années 1970 de nombreux immigrés en provenance de Turquie ou du Pakistan). 15% de la population est née hors du pays. L'an passé, 27 000 demandeurs d'asile, dont 12 000 Syriens, ont été accueillis en Suède selon les chiffres du Conseil des migrations.

Le 19 mai 2013, des émeutes ont éclaté à Husby, ville située au nord-ouest de Stockholm, après le décès par balles d'un homme âgé de 69 ans dans son appartement 6 jours auparavant. Les villes de Ragsved et Malmö ont également connu des incidents violents. De précédentes émeutes avaient eu lieu à Rikeby en 2009 et dans le quartier de Rosengård à Malmö en 2008 et 2010.

La cité d'Husby compte de nombreux immeubles construits dans les années 1960 et 1970 et qui auraient bien besoin d'être rénovés. 85% des habitants de la ville sont d'origine étrangère et un jeune sur cinq y est sans emploi et déscolarisé. Les enfants qui grandissent dans les banlieues les plus pauvres accèdent en général moins souvent au lycée, et a fortiori à l'université, que leurs homologues des quartiers plus riches. En outre, le nombre de travailleurs sociaux a diminué dans les villes.

Le gouvernement de Fredrik Reinfeldt et les sociaux-démocrates ont refusé de voir dans les émeutes d'Husby un échec du modèle suédois et affirmé que le problème était de nature ethnique. Les Démocrates suédois ont donc eu beau jeu de dire que les émeutes signaient l'échec de la politique d'immigration et du multiculturalisme. « Ce qui se

« passe dans nos banlieues est le résultat direct d'une politique d'immigration irresponsable et ce n'est pas avec davantage de moyens financiers que l'on résoudra le problème » a déclaré Jimmie Akesson.

La crise à laquelle doit faire face la Suède apparaît pourtant comme plus sociale que communautaire. En effet, les personnes peu diplômées peinent à trouver un travail et donc à s'insérer dans la société. Les émeutes sont le signe du refus des inégalités, la notion d'égalité restant le fondement de la culture suédoise.

Selon une récente étude d'Eurostat, la Suède est l'un des Etats membres où les immigrés non européens ont le plus de difficultés à trouver un travail. Leur taux d'emploi est de 50,2% ; celui des nationaux atteignant 81,3%, le royaume est le pays de l'Union européenne dans lequel l'écart entre ces 2 taux d'emploi est le plus important. Eurostat constate que la Suède, qui abrite 1,9% de la population européenne, a accueilli 19,5% des demandeurs d'asile en 2013 (26 000 personnes), soit le plus fort pourcentage de l'Union. En outre, il note que le pays possède le plus faible écart entre hauts et faibles revenus, ce qui affecte la flexibilité de son marché du travail.

Le modèle nordique à 5 partis a longtemps structuré la scène politique suédoise : la classe ouvrière se divisait entre radicaux révolutionnaires et modérés réformistes alors que l'électorat bourgeois se scindait en trois parties : agrariens, conservateurs et libéraux. Les partis politiques ont longtemps été très structurés et leur électorat stable. Mais le royaume à l'image des pays européens a connu depuis 30 ans une érosion électorale (et militante). Longtemps prédominants, les sociaux-démocrates ont obtenu 30,66% aux dernières élections législatives du 19 septembre 2010 ; ils avaient recueilli 45,6% en 1982.

Au cours des dernières années, de nouvelles thématiques – environnement, laïcisation, coût de l'Etat-providence, immigration – ont transcendé les lignes de fracture traditionnelles et ont donné

naissance à de nouveaux partis: écologistes, extrême gauche et populistes.

LA DROITE MENACÉE PAR LE DÉSIR D'ALTERNANCE

Pour sa campagne, le centre droit met en avant son bilan économique et sa gestion de la crise. « La Suède va bien, mieux que ses homologues européens » répète le gouvernement. La croissance s'est élevée à 2,8% l'an passé et devrait s'établir à 2,7% cette année et à 3,5% en 2015 selon les prévisions. Le déficit budgétaire était proche de 0,5% en 2013 et devrait atteindre 1,2% en 2014, soit au-dessous du seuil maximum de 3% fixé par le Pacte européen de stabilité et de croissance. Le chômage reste élevé (8,2%), notamment celui des jeunes qui est le plus élevé des pays scandinaves. Selon le gouvernement, le taux de demandeurs d'emploi devrait baisser à 6,7% d'ici 2016.

Le Premier ministre sortant Fredrik Reinfeldt estime que le budget de la Suède sera équilibré dès 2016. Ces finances publiques saines sont un atout pour le pays. « Nos finances publiques sont supérieures à celle de tous les autres pays et c'est notre point de départ. Ce qui veut dire qu'il n'y aura pas de nouvelles réductions d'impôts en 2015 et 2016 » a-t-il déclaré indiquant qu'il privilégierait les investissements dans l'éducation.

Le chef du gouvernement, qui a diminué les impôts sur le revenu et sur les sociétés (ainsi que les charges sociales) à cinq reprises depuis son arrivée au pouvoir en 2006 (le revenu fiscal de la Suède, qui était de 51,5% en 1999, représente 44,3% du PIB), a lu les enquêtes d'opinion qui montrent toutes que la majorité des Suédois s'inquiètent de la dégradation de leurs services publics et sont défavorables à de nouvelles réductions d'impôts. Un sondage réalisé en juillet dernier a montré que l'éducation constituait le premier enjeu des élections législatives pour un tiers des Suédois (34%). 28% ont mentionné le chômage, 24% la santé et 17% l'environnement.

Les Suédois ont découvert la baisse des résultats de

leur pays dans la dernière enquête PISA (Program for International Student Assessment), étude triennale menée par l'OCDE sur les performances des systèmes éducatifs de plusieurs pays. Les résultats des élèves du royaume âgés de moins de 15 ans sont ainsi tombés sous la moyenne des pays de l'OCDE. La Suède occupait en 2012 la 5e place du classement alors qu'elle était 2e en 2006 lorsque le gouvernement de Fredrik Reinfeldt est arrivé au pouvoir.

Le ministre des Finances, Anders Borg (M), a indiqué que les impôts augmenteraient de 5 milliards de couronnes l'an prochain (et de 8 millions en 2018), pour permettre d'investir dans l'éducation. Mais les annonces du gouvernement interviennent sans doute trop tard.

Si la majorité des Suédois font confiance au Premier ministre sortant en ce qui concerne les problèmes économiques, les questions d'éducation, de santé, de soins aux personnes âgées figurent au cœur de la campagne électorale, une situation qui avantage les partis de gauche.

Fredrik Reinfeldt s'est fixé comme objectif d'augmenter de 350 000 personnes le nombre de personnes au travail d'ici à 2020. Son parti propose de construire 20 000 nouveaux appartements pour les étudiants, un projet qui créera 13 000 emplois. Son programme comprend la construction de 100 000 nouvelles maisons pour un coût de 400 milliards de couronnes (ce projet, appelé Sverigebygget, devrait être achevé en 2035) et la mise en service de nouvelles stations de métro à Stockholm (le coût de ces travaux est évalué à 1,2 milliard de couronnes). Fredrik Reinfeldt prévoit enfin de consacrer 88 milliards de couronnes à l'insertion des immigrés. Ces derniers devraient également pouvoir bénéficier de davantage de cours de suédois, une mesure évaluée à 50 millions de couronnes par an.

Fredrik Reinfeldt peut s'appuyer sur l'union de sa majorité. Les enquêtes d'opinion montrent que le Parti du centre (C), dirigé par Annie Lööf, et le Parti chrétien-démocrate (KD) de Göran Haggglund,

pourraient avoir du mal à passer au niveau national la barre de 4% de suffrages exprimés (ou 12% au sein d'une circonscription donnée) indispensable pour avoir des élus. Les deux partis luttent pour leur survie.

LE RETOUR ANNONCÉ DE LA GAUCHE

Après 8 ans dans l'opposition – leur plus longue période loin du pouvoir au cours des 100 dernières années, les sociaux-démocrates devraient, selon les enquêtes d'opinion, retrouver la tête du gouvernement le 14 septembre. Le parti n'a pas effectué de véritable renouvellement idéologique à l'issue de ses 2 défaites électorales ; le rapport produit par la commission chargée de réfléchir au revers du scrutin législatif du 19 septembre 2010 a été très vite enterré.

Stefan Löfven a pris la tête du parti social-démocrate le 27 janvier 2012. Il a succédé à Hakan Juholt, qui avait été contraint à la démission après avoir été impliqué dans des affaires suspectes. Ancien syndicaliste de la métallurgie (il était président d'IF Metall depuis 2006) et issu d'un milieu populaire, il possède l'image traditionnelle du dirigeant social-démocrate.

Les sociaux-démocrates accusent le gouvernement de vouloir continuer à diminuer les impôts et donc réduire l'Etat-providence. Ils se posent en défenseurs du modèle suédois, « qui a été cassé par le gouvernement sortant et doit être réparé » selon Stefan Löfven. Celui-ci s'oppose à toutes nouvelles baisses d'impôt et privatisations et prévoit d'augmenter les taxes des banques afin d'investir dans les crèches et les garderies pour enfants. Magdalena Andersson, qui pourrait devenir la prochaine ministre des Finances en cas de victoire de la gauche, a annoncé la création d'une nouvelle taxe de 4 milliards de couronnes par an (soit autant que ce que les établissements financiers ont gagné avec la baisse des taxes de 2013). « Le niveau des impôts est convenable ; maintenant, il faut se focaliser sur la protection de notre Etat-providence et l'amélioration des écoles et de l'emploi » a-t-elle déclaré.

Les sociaux-démocrates veulent également

augmenter les allocations sociales. Ils promettent de réduire les disparités existant entre les salaires. Stefan Löfven a annoncé qu'il diminuerait les impôts des retraités, pénalisés par rapport aux personnes en activité. Le coût de la mesure est évalué à 4 milliards de couronnes pour la période 2014-2018.

Enfin, le Parti social-démocrate promet de créer des emplois et veut qu'en 2020, le taux de chômage de la Suède soit le plus faible de l'histoire du pays. Le 4 août, le dirigeant social-démocrate a annoncé son souhait de consacrer 2,8 milliards de couronnes pour l'emploi de 20 000 jeunes dans le secteur des soins aux personnes âgées ou en situation de handicap. Selon lui, ce plan permettrait de résoudre 3 problèmes : le manque de travailleurs dans ce domaine spécifique, le chômage des jeunes et le fossé intergénérationnel. Tout jeune ayant terminé ses études secondaires et n'ayant pas travaillé au cours des 3 derniers mois pourrait bénéficier de ce plan.

Les sociaux-démocrates, qui se sont fixés pour objectif d'atteindre 35% de suffrages le 14 septembre (un résultat qu'ils ont atteint à 26 reprises consécutives entre 1921 et 2006), n'ont jamais gouverné seuls. Le Parti de l'environnement-Les Verts (MP), représenté par ses deux porte-parole, Gustav Fridolin et Asa Romson, est leur partenaire naturel. Stimulés par leur résultat au scrutin européen (15,3% des suffrages et 4 sièges), les écologistes, positionnés plus à gauche qu'auparavant et partisans d'une politique de décroissance, se montrent très déterminés et gourmands quant à leur participation à un gouvernement social-démocrate. Ils sont favorables à la semaine de travail de 35 heures et demandent la fermeture de 2 réacteurs nucléaires dans les 4 ans à venir (le nucléaire fournit la moitié de l'électricité du pays). Ils souhaitent fermer l'aéroport de Bromma, situé à 9 km de Stockholm et qui accueille chaque année 1,3 million de passagers, et stopper la construction d'un périphérique à Stockholm. Enfin, ils demandent que l'asile soit accordé d'office à toute personne présente en Suède depuis 2 ans et des programmes en faveur des femmes dans l'éducation et le monde du travail.

Le parti de la gauche (Vp), ancien parti communiste

dirigé par Jonas Sjöstedt, veut augmenter les impôts des plus fortunés et des entreprises. Il s'oppose cependant aux sociaux-démocrates sur le fait que des entreprises privées puissent être sollicitées pour pourvoir certains services publics. Au vu de ses positions, certains analystes ont affirmé que le parti du centre et le parti du peuple-Les Libéraux (FpL) pourraient constituer de meilleurs partenaires gouvernementaux pour les sociaux-démocrates que le parti de gauche qui ne soutiendra pas un gouvernement auquel il ne participerait pas.

LES POPULISTES PEUVENT-ILS EMPÊCHER LA FORMATION D'UNE MAJORITÉ ?

Le 19 septembre 2010, le royaume a accueilli des députés populistes au Riksdag. Les Démocrates suédois devraient se maintenir au parlement suédois en raison notamment du scrutin proportionnel de liste et de la faiblesse du seuil d'accès. Leur résultat constitue l'un des enjeux du scrutin. Le parti ambitionne de devenir le 3e du royaume.

Le parti attire majoritairement les déçus de la social-démocratie, soit les plus défavorisés, et de nombreux jeunes qui peinent à s'insérer dans la société. Il se présente d'ailleurs depuis leur congrès de novembre 2011 comme un parti social-conservateur et travaillent à atténuer leur image de parti nationaliste. En novembre 2013, Jimmie Akesson avait indiqué que le parti souhaitait mettre en avant d'autres thèmes que l'immigration (comme ceux du manque de travailleurs dans certains secteurs ou du temps de travail) afin d'accroître sa visibilité et son influence. Créé en 1988 pour remplacer le Parti de la Suède (SvP), les racines du parti plongent dans les mouvements d'extrême droite. Les Démocrates suédois ont renoncé à la doctrine nazie en 1999. En 2005, Jimmie Akesson a remplacé la torche, qui était jusqu'alors l'emblème du parti, par une anémone bleue moins effrayante. Les mots de « culture » et de « suéditude » ont également été substitués dans les discours à ceux de « race » et d'« ethnicité ». Les membres ouvertement racistes ont été exclus du parti.

Jimmie Akesson promet de réduire l'immigration de

85%. Son programme prévoit une augmentation des dépenses dans les domaines de l'emploi et de la santé et la gratuité des frais médicaux pour les personnes âgées de plus de 85 ans. Des promesses qu'il pense pouvoir tenir en réduisant les dépenses en matière d'immigration et l'aide qu'accorde Stockholm à l'international. « Les gens font le lien être le problème de l'immigration et les coûts croissants de l'Etat-providence, la chute des résultats scolaires, etc. » a affirmé le dirigeant populiste, qui a qualifié l'islamisme de « nazisme et communisme de notre temps » et rappelé que la Suède s'était construite sur des principes chrétiens.

44% des Suédois déclarent en 2014 que leur pays compte trop d'immigrés (ils étaient 37% en 2013). « Les gens ne sont pas forcément moins tolérants mais ils regardent la télévision et se disent que limiter ou supprimer l'immigration est le meilleur moyen de régler certains problèmes » souligne Anders Hellström, chercheur en science politique de l'université de Malmö.

LE SYSTÈME POLITIQUE SUÉDOIS

La Suède possède un parlement monocaméral, le Riksdag, qui compte 349 membres élus tous les 4 ans au scrutin proportionnel. Pour les élections législatives, le pays est divisé en 29 circonscriptions électorales, élisant 310 députés (11 en moyenne). La plus vaste de ces circonscriptions est celle de Stockholm qui élit 38 députés. Les votes des électeurs sont répartis selon la méthode modifiée de Sainte Lagüe avec un premier diviseur de 1,4.

Les 39 autres sièges, appelés sièges compensatoires, sont attribués aux différents partis afin d'assurer la représentativité la plus exacte possible au niveau national. Les candidats élus à ces sièges compensatoires sont ceux dont le parti bénéficie du plus fort reste dans les circonscriptions. Pour prendre part à la distribution de ces sièges compensatoires, un

parti doit avoir obtenu 4% des suffrages exprimés au niveau national ou 12% au sein d'une circonscription donnée.

Les électeurs peuvent voter pour un parti ou effectuer un vote préférentiel en faveur de l'un des candidats figurant sur les listes qui leur sont proposées par les partis et, par conséquent, peser sur l'attribution des sièges. Lors du dépouillement, on détermine le nombre de sièges obtenus par chaque parti avant de déclarer élus les candidats de chaque liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages sur leurs noms propres.

8 partis politiques sont actuellement représentés au Riksdag:

- le Parti social-démocrate (SAP), principal parti d'opposition, fondé en 1889 et dirigé depuis le 27 janvier 2012 par Stefan Löfven, a dominé la vie politique suédoise durant plus de 70 ans. Il compte 112 élus ;
- le Parti du rassemblement modéré (M), parti libéral créé en 1904 et conduit par le Premier ministre sortant Fredrik Reinfeldt, possède 107 députés ;
- le Parti de l'environnement-Les Verts (MP), créé en 1981 et représenté depuis mai 2011 par Gustav Fridolin et Asa Romson, compte 25 élus ;
- le Parti du peuple-Les Libéraux (FpL), fondé en 1934 et dont le dirigeant est le ministre de l'Education sortant, Jan Björklund, possède 24 sièges ;
- le Parti du centre (C), ancien parti agrarien créé en 1913 et emmené depuis le 23 septembre 2011 par Annie Lööf, compte 23 députés ;
- les Démocrates suédois (SD), parti populiste de droite fondée en 1988 et dirigé par Jimmie Akesson, possède 20 élus ;
- le Parti chrétien-démocrate (KD), parti conservateur fondé en 1964 et conduit par Göran Hägglund, compte 19 députés ;
- le Parti de la gauche (Vp), dirigé depuis le 6 janvier 2012 par Jonas Sjöstedt, possède 19 sièges.

Rappel des résultats des élections législatives du 19 septembre 2010 en Suède

Participation : 84,63%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti social-démocrate (SAP)	1 827 497	30,66	112
Parti du rassemblement modéré (M)	1 791 766	30,06	107
Parti de l'environnement-Les Verts (MP)	437 435	7,34	25
Parti du peuple-Les Libéraux (FpL)	420 524	7,06	24
Parti du centre (C)	390 804	6,56	23
Démocrates suédois (SD)	339 610	5,70	20
Parti de la gauche (Vp)	334 053	5,60	19
Parti chrétien-démocrate (KD)	333 696	5,60	19
Autres	82 023	2,12	0

Source : <http://www.val.se/val/val2010/slutresultat/R/riike/index.html>

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Sifo et publiée mi-août donne la majorité absolue aux 3 forces de gauche qui, ensemble, remporteraient 176 sièges contre 141 aux 4 partis de droite. Le Parti social-démocrate recueillerait 30,3% des suffrages ; les écologistes, 11,1% et le Parti de la gauche, 7,9% (soit 49,3% au total) ; le Parti du rassemblement modéré

obtiendrait 24,6% des voix, le Parti du peuple-Les Libéraux (6,7%). Le Parti du centre (3,8%) et le Parti chrétien-démocrate (3,4%) seraient au-dessous du seuil de 4% des suffrages. Ensemble, les partis de droite obtiendraient 38,5% des suffrages. Enfin, les Démocrates suédois recueilleraient 10,1% des voix et remporteraient 32 sièges.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.